

IV. — TUNISIE *

1977 restera, sans nul doute, dans l'histoire économique de la Tunisie l'année finale d'une période dorée.

La persistance de la crise économique mondiale, les mauvaises conditions climatiques, mais aussi les maladroites et les incohérences d'une politique économique qui... se recherche, l'hypothèque politique et sociale enfin, ont fini par briser les ressorts d'une croissance économique vive, la plus élevée qu'ait connue le pays depuis l'indépendance.

Le bilan économique de l'année 1977 est en effet le plus sombre qu'a connu la Tunisie depuis la nouvelle ère économique inaugurée au début de la décennie.

Le taux de croissance du PNB, généralement supérieur à 10 % depuis 1971, n'a jamais été aussi bas (1) : ce taux s'est situé à + 2 % en 1977 contre + 9 % en 1976, bien en deçà des 5 % prévus. Pour la première fois, le revenu réel par tête d'habitant regresse : - 1 %. Outre l'agriculture qui reste tributaire des aléas climatiques, tous les secteurs moteurs de la croissance économique tunisienne ont marqué le pas (les industries manufacturières, notamment le textile et la chaussure) ou accusé des baisses substantielles (les mines, les industries alimentaires, le tourisme...) en raison de la concurrence internationale, des mesures protectionnistes et également en raison de grèves et troubles sociaux qui ont jalonné l'année.

L'essoufflement net des productions s'est traduit par un gonflement du chômage : sur les 46 000 créations d'emplois prévues par le V^e plan, seulement 40 000 ont été réellement offertes alors que les statistiques du plan prévoient une demande additionnelle d'emplois au titre de l'année 1977 de l'ordre de 55 000. La hausse des prix s'est accélérée : + 6,7 % officiellement contre 5,4 % en 1976.

Recul de la production agricole, croissance considérablement freinée, poussée inflationniste et chômage accru, la liste n'est pas close. Il faudrait ajouter la méfiance des investisseurs tant locaux qu'étrangers. La stagnation de l'investissement (2) a été obtenue grâce à un effort accru de la part de l'Etat, effort qui s'est traduit par une aggravation du déficit des finances

(1) Le bilan de l'année 1973 doit être tempéré par les performances de 1972 année de très haute conjoncture. cf. les chroniques relatives aux années 1971 à 1976 in *Annuaire de l'Afrique du Nord*.

(2) La formation brute de capital (c-à-d. les investissements + les stocks) s'est située, en dinars constants, à 379 MD en 1976 et 382 MD en 1977, soit un taux de croissance de + 0,8 %.

* NDLR : l'événement marquant de l'année, en matière de politique économique, est l'adoption le 23 juillet 1977 par l'Assemblée Nationale du 5^e Plan quadriennal. Il couvre la période 1978-1981 et sera abordé dans le prochain AAN. Nous présentons des extraits de ce texte dans la partie Documents du présent volume.

publiques et un recours massif au crédit international privé. En ce qui concerne les relations avec l'extérieur, le déficit commercial s'est aggravé, cependant que la balance des paiements reste déficitaire pour la troisième année consécutive.

Par souci d'homogénéité, nous retiendrons un plan identique à celui des années précédentes pour retracer l'évolution économique tunisienne enregistrée en 1977. Aussi nous aborderons successivement la production, l'investissement, l'emploi et les prix, la situation monétaire et budgétaire et enfin les relations avec l'extérieur.

I. — LA PRODUCTION

1°) EVOLUTION GLOBALE DE LA PRODUCTION.

La première année du plan de « décollage économique » (1977-1981), a été marquée par un essoufflement de la production. La production nationale (brute aux coûts des facteurs) est passée de 1 880 millions de dinars (3) en 1976 à 2 090 MD en 1977. En dinars constants cependant, l'augmentation n'a été que de + 2 % nettement en deçà des 4,8 % prévus par le V^e plan.

Cette évolution globale est évidemment la résultante des différentes évolutions sectorielles. Le tableau I ci-dessous en donne le détail.

TABLEAU I

Structure (en Dinars courants) et variation annuelle (en Dinars constants) du PIB et des valeurs ajoutées des principales branches (d)

	Structure	Taux de croissance	
	1977	1976/1975	1977/1976
1 — Agriculture	17,4	+ 9,2	— 9,1
2 — Industrie	31,8	+ 11,7	+ 8,4
2.1 — IAA (a)	(3,0)	+ 18,6	— 12,9
2.2 — Hydrocarbures	(6,7)	— 14,8	+ 13,4
2.3 — Textiles	(3,0)	+ 29,8	+ 12,1
2.4 — BTP (b)	(10,8)	+ 20,0	+ 11,1
3 — Services	(50,8)	+ 9,8	+ 1,8
3.1 — Tourisme	(3,8)	+ 3,3	— 7,0
3.2 — Commerce	(22,1)	+ 11,6	+ 1,2
3.3 — Sces administratifs	(13,7)	+ 5,9	+ 14,0
4 — PIB (coût des facteurs (c))	100	+ 9,6	+ 2,8

(a) Industries agricoles et alimentaires.

(b) Bâtiment et travaux publics.

(c) Produit intérieur brut.

(d) Dinars constants de 1972.

(3) Un dinar tunisien vaut environ 2,5 \$U.S. ou 11,5 F Français.

Au vu de ce tableau, il apparaît clairement que la faible croissance globale est imputable au secteur industriel notamment les industries manufacturières (+ 7,1 %); le bâtiment et les travaux publics (+ 11,1 %) et dans une moindre mesure aux services administratifs (+ 14 %). Mais dans l'ensemble, le secteur des services enregistre une croissance presque nulle (+ 1,7 %). L'agriculture, qui selon le dernier recensement démographique continue à occuper la moitié de la population active, a été défavorisée par les conditions climatiques. La valeur ajoutée du secteur a chuté de 10 % par suite de l'effondrement des principales productions : céréaliculture et oléiculture.

2°) LA PRODUCTION AGRICOLE.

La production du secteur agricole reste liée, dans une très large mesure, aux conditions météorologiques. Plus que la sécheresse, l'abondance des pluies et leur irrégularité constituent également un facteur perturbateur. Ce sont ces aléas climatiques qui expliquent le recul, parfois considérable, des principales cultures tunisiennes en 1977.

A) La céréaliculture.

La céréaliculture a été particulièrement affectée : 6,8 millions de quintaux pour les principales spéculations contre 11,5 MQ en 1976 soit une diminution de l'ordre de 40 %. Même en tenant compte de la réduction des superficies emblavées, les rendements sont tombés de 7,1 à 4,8 quintaux à l'hectare pour les trois cultures : blé dur, blé tendre et orge. Il faut remonter huit ans en arrière pour retrouver une récolte et des rendements aussi faibles.

TABLEAU II
La production de céréales

Cultures	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Blé dur (a)	2,5	3,0	4,3	6,5	4,9	6,6	7,9	7,0	4,8
Blé tendre (a)	0,9	1,5	2,2	2,6	2,0	2,0	1,5	1,8	0,9
Orge (a)	0,8	1,5	1,5	2,4	2,1	2,3	3,1	2,7	1,0
Total (a)	4,2	6,0	8,0	11,5	9,0	10,9	12,5	11,5	6,9
Emblavures (b)	1 000	1 390	1 280	1 510	1 540	1 570	1 450	1 630	1 420
Rendements (c)	4,2	4,3	6,3	7,6	5,8	6,9	8,6	7,1	4,8

(a) en millions de quintaux.

(b) en 1 000 hectares.

(c) en quintaux à l'hectare.

B) L'arboriculture.

Les conditions météorologiques ont été également préjudiciables à l'arboriculture. La production d'huile d'olive a chuté de 180 000 tonnes en 1976

à 85 000 en 1977 cependant que la production d'agrumes atteint un niveau à peine comparable à celui de 1976. Outre les caprices du climat il y a lieu également de mentionner l'insuffisante assimilation des techniques nouvelles (cas des dattes) et la disparité croissante coût-prix (cas des raisins et du vin) pour expliquer la diminution de la production arboricole.

C) *L'élevage.*

La raréfaction des fourrages consécutive à l'insuffisance des pluies en début d'année a entraîné un phénomène de réduction du cheptel, surtout ovin. La forte augmentation du prix des fourrages, l'insuffisance de moyens des petits éleveurs, enfin une politique active de maintien des prix de la viande de boucherie, expliquent les abattages excessifs enregistrés au cours de l'année. L'élevage industriel et ses dérivés, par contre, n'a pas souffert des effets de la sécheresse. Dans ce secteur, seule l'équation coût-prix de vente risque de poser dans un avenir très proche des problèmes qui ne manqueront pas d'influer sur le niveau de la production. C'est le cas notamment du lait, du poulet, des œufs etc..

D) *Les autres produits de l'agriculture.*

Les cultures maraîchères, moins sensibles aux intempéries dans la mesure où elles concernent des superficies irriguées à 80 %, ont évolué d'une manière positive dans l'ensemble. La poursuite de l'extension des superficies qui leur sont réservées, continue à engendrer des niveaux de production croissants pour les cultures industrielles : + 43 % pour la betterave à sucre, + 7 % pour le tabac... Les produits de la mer enfin, restent dans l'ensemble contraints par l'insuffisance des moyens et la production évolue au rythme de la flottille tunisienne qui s'est enrichie en 1977 de 180 nouvelles unités.

3°) LA PRODUCTION MINIÈRE ET INDUSTRIELLE.

Du côté des productions minières les résultats enregistrés en 1977 sont en progression par rapport à l'année 1976, mais restent cependant nettement en deçà des performances de 1975. L'augmentation de la production de pétrole (+ 15 %) n'a pu être obtenue que grâce au recours à la technique onéreuse de l'injection. La reprise de la production phosphatière (+ 10 %) et des exportations (+ 6 %) se sont traduits, quand même, par une baisse des recettes totales de l'ordre de 20 %.

Du côté des productions industrielles, la bonne tenue du secteur en 1977 est essentiellement imputable à la croissance des branches suivantes : matériaux de construction (+ 21,6 %), chimie et caoutchouc (+ 57,3 %) et enfin les industries mécaniques et électriques (+ 16,5 %). Les industries agricoles et alimentaires, fortement corrélées avec la production agricole, ont enregistré un recul de la production de l'ordre de - 13 %. La persistance de certains goulots d'étranglement (notamment au niveau de l'approvision-

nement en matières premières pour les industries du cuir et de la chaussure), le recours à des limitations restrictives aux importations des produits textiles tunisiens — par la CEE..., n'ont pas permis à la branche « textile, habillement et cuir » de poursuivre son expansion jusqu'ici rapide.

4°) *Le tourisme.*

La mauvaise conjoncture qui a caractérisé le secteur en 1976 s'est poursuivie, en s'amplifiant, en 1977. Ceci apparaît nettement à travers le recul du nombre de nuitées (— 8,8 %) et la stagnation des recettes touristiques totales. Ces évolutions contrastent avec l'augmentation, du nombre de non-résidents entrés en Tunisie (+ 4 %). Les entrées de non-résidents enregistrées au cours de l'année ont en effet, atteint 1 016 000 unités en accroissement de 38 000 sur les chiffres de 1976. Ce mouvement a été le fait — exclusivement — des Algériens (+ 157 %) des libyens (+ 292 %) et dans une très faible mesure des moyen-orientaux et des marocains (+ 12 %). Les touristes européens — les clients traditionnels — ont boudé la Tunisie en 1977 et ceci est très probablement lié sinon à l'aggravation, du moins à la prolongation de la crise économique...

TABLEAU III

Les indicateurs de l'activité touristique

	unité	1976	1977	Variation 1977/76
Entrées de non résidents	Milliers	978	1 016	+ 3,9
Nuitées des non résidents	Milliers	8 898	8 118	— 8,8
Nuitées des résidents	Milliers	684	687	+ 0,5
Recettes touristiques brutes	M.D.	132,2	130,5	— 1,3
Capacité d'hébergement	Lit	62 200	63 400	+ 1,9

Importante à signaler est la progression du tourisme arabe et le recul du tourisme européen enregistrés en 1977. Bien que le tourisme arabe ne soit pour le moment qu'un tourisme de transit — donc peu profitable à la Tunisie — il apparaît d'ores et déjà, que le développement futur du secteur touristique ne pourrait provenir que du côté des pays arabes, notamment des pays du Maghreb (Algérie, Libye, Maroc)... Le tourisme européen — plus exigeant — semble plafonner. Il est significatif de remarquer également que toutes les zones touristiques ont accusé une baisse du nombre des nuitées, sauf la région de Tabarka. Ceci tend à confirmer la nécessité d'un enrichissement et d'une diversification du produit tunisien pour éviter le déclin — relatif — du tourisme dans l'économie tunisienne.

II. — INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT

1°) LES INVESTISSEMENTS.

La progression nominale des investissements (+ 17,5 %) a été moins rapide qu'en 1976 (+ 29 %) et a été surtout le fait du secteur public. En effet, les investissements publics, tant ceux de l'Etat que des entreprises publiques, effectués principalement dans divers projets d'infrastructure et les équipements collectifs et qui représentaient jusqu'ici un peu plus de la moitié de l'investissement total, ont couvert en 1977 les deux-tiers de l'enveloppe globale. Tout se passe comme si l'Etat avait pris la relève d'un secteur privé soudainement défaillant et qui investissait essentiellement dans des industries manufacturières légères produisant pour l'exportation où il pouvait bénéficier d'avantages (exonérations locales, subventions, main-d'œuvre bon marché) ou dans les terrains et les constructions où les gains — spéculatifs — sont rapides et sûrs.

Aux prix courants les services — notamment les transports et télécommunications —, les industries manufacturières et la construction de logements continuent à absorber la plus grande partie des investissements. La part du secteur agricole continue à baisser, lentement mais sûrement +15,8 % en 1973, 14,3 % en 1974, 11,7 % en 1975 11,1 % en 1976 et 10,3 % en 1977.

Au total la formation brute de capital fixe atteint en 1977, 670 MD ce qui représente un taux d'investissement de 31,5 % qui, compte tenu de la faiblesse du niveau du produit global, s'inscrit en légère progression par rapport au taux enregistré une année auparavant : 30 %.

2°) LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS.

La structure des investissements, notamment la prépondérance des investissements publics, la défaillance du secteur privé, la stagnation du revenu national et son corollaire le tassement de l'épargne nationale, expliquent le recours accru au financement extérieur. Outre les prêts publics et autres formes classiques de l'aide extérieure, le gouvernement tunisien a eu recours, pour la première fois en 1977, au marché international des capitaux pour emprunter 125 millions de dollars. Au total, plus du tiers (35,8 %) des investissements réalisés durant l'année ont été financés par des ressources extérieures.

TABLEAU IV
Les investissements par branche et par année
 (en MD courants)

	en millions de dinars		Structure	Croissance
	1976	1977	%	77/76
1 — Agriculture et pêche	59,3	69,5	10,3	+ 17,2
2 — Industries	242,8	287,3	42,9	+ 18,3
2.1 — Mines	16,4	19,4	2,9	+ 18,3
2.2 — Hydrocarbures	69,9	64,3	9,6	+ 8,1
2.3 — Electricité et eau	55,8	57,5	8,5	+ 3,0
2.4 — Industries alimentaires	21,3	22,6	3,4	+ 6,1
2.5 — Matériaux de construction	32,4	66,7	10,0	+ 105,9
2.6 — Industries chimiques	12,6	14,6	2,2	+ 15,9
2.7 — Industries textiles	10,5	11,2	1,7	+ 6,7
2.8 — Autres industries	23,9	31,0	4,6	+ 29,7
3 — Services	207,0	232,5	34,8	+ 12,3
3.1 — Transports	102,0	114,4	17,1	+ 12,2
3.2 — Tourisme	14,6	15,1	2,3	+ 3,4
3.3 — Logement	86,7	97,0	14,5	+ 11,9
3.4 — Commerce et autres services	3,7	6,0	0,9	+ 62,2
4 — Equipements collectifs	60,9	80,7	12,0	+ 32,5
Ensemble	570,0	670,0	100,0	+ 17,5

TABLEAU V
Evolution de l'épargne et des investissements
 (en millions de dinars courants)

	1974	1975	1976	1977	Taux de croissance 1977/76
Total Investissements	316,0	461,0	570,0	670,0	+ 17,5
Epargne nationale	349,7	456,0	421,8	430,0	+ 1,9
					(en pourcentage)
Taux d'investissements	23,1	26,4	29,9	31,5	*
Taux d'épargne	22,9	26,2	22,4	20,6	*
Taux de financement extérieur (% invest.)	0,7	19,5	33,0	35,8	*

III. — L'EMPLOI ET LES PRIX

1°) SITUATION DE L'EMPLOI.

Les évolutions ci-dessus constatées, notamment la stagnation de l'investissement réel et de la production, expliquent la recrudescence du chômage en 1977. En effet, les statistiques disponibles indiquent une baisse nette, par

rapport à 1976, des emplois créés, d'une part, et un accroissement rapide de la demande d'emploi non satisfaite d'autre part.

	1976	1977
Demandes d'emplois	52 700	55 500
Offres d'emplois	45 500	40 300
Demandes non satisfaites	7 200	15 200

Ce déficit croissant au niveau du marché de l'emploi s'explique en partie seulement par l'arrivée des jeunes — pour la première fois — sur le marché de l'emploi. L'amplification de la demande d'emplois enregistrée au cours de l'année 1977 s'explique également par le nombre élevé des personnes en quête de nouveaux emplois après avoir perdu leur travail dans les secteurs en crise tels que les textiles, l'agriculture, etc...

Au total et si l'on tient compte du fait que le nombre d'emplois nouveaux créés depuis 1976 a été limité à 86 000, il apparaît que le taux d'activité global a été de l'ordre de 55 % en 1977. En gros cela signifie qu'une personne (d'âge actif) sur deux est « occupée ». Ces chiffres ne tiennent évidemment pas compte du phénomène de rétention scolaire ainsi que du faible taux d'activité féminine... En appliquant les taux d'activité, tels que estimés par le recensement démographique de 1975, le nombre effectif cumulé des « sans travail » serait en 1977 de l'ordre de 277 000, représentant 16 % de la population active. L'insuffisance des emplois créés n'a pu être compensée que partiellement par l'émigration vers la Libye, la France, lieu de prédilection de l'émigration tunisienne, ayant fermé ses portes.

2°) SALAIRES ET PRIX.

La progression du chômage conjuguée avec une production considérablement freinée ne s'est pas traduite, tant s'en faut, par une diminution du pouvoir d'achat des salariés. La majoration intervenue en 1977 des salaires minimums tant industriels qu'agricoles (SMIG et SMAG) et qui est de l'ordre de 33 % semble être nettement supérieure au glissement des prix.

En effet, selon l'indice des prix à la consommation familiale, l'augmentation des prix a été limitée à 6 % en 1977. Une telle indication devra être cependant considérée comme minimale en raison essentiellement du vieillissement de l'indice. En outre, le repérage du mouvement des prix est rendu malaisé du fait que la Tunisie pratique une politique des prix des plus actives et des plus onéreuses. L'augmentation enregistrée a été obtenue au moyen d'un prélèvement financier accru sur le budget de l'Etat au titre de la compensation des prix : 56 MD en 1977 contre 32 MD en 1976 représentant plus du dixième des recettes permanentes de l'Etat. En tout état de cause, les revendications salariales attendues pour 1978, les augmentations des salaires de la fonction publique ainsi que l'aggravation des termes de l'échange avec l'extérieur ne manqueront pas d'exercer des pressions sur les prix intérieurs. Dans ce domaine aussi la période dorée de relative stabilité

des prix semble bel et bien révolue. L'inflation, désormais le problème numéro un de l'économie tunisienne, ne peut aller qu'en s'aggravant et ce ne sont pas les taxes spéciales et encore moins les contrôles, forcément limités et sporadiques, qui viendront à bout d'un mal dont les origines tiennent à des causes telles que distribution de plus en plus inégalitaire des revenus, taux de change surévalué, inflation mondiale, circuits de distribution longs etc...

IV. — SITUATION MONÉTAIRE ET BUDGÉTAIRE

On abordera successivement l'évolution des finances publiques, de la masse monétaire et la liquidité de l'économie et enfin la politique monétaire.

1°) LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES.

L'appréciation de la situation des finances de l'Etat est particulièrement délicate en raison, d'une part, de l'écart substantiel existant entre la loi de finances telles qu'elle est votée et la réalité effectivement constatée; d'autre part à cause de la double comptabilisation de certaines recettes et dépenses qui n'est pas toujours facile à éliminer.

Dans tout ce qui suit, nous n'avons compté qu'une fois les contributions du budget de fonctionnement au budget d'équipement. Sous ces réserves, on observera (cf. tableau VI) que l'expansion des finances publiques a été vigoureuse en 1977. Les ressources ont progressé à un rythme rapide (+ 25 %). Ceci a eu pour résultat de limiter le déficit budgétaire qui passe de 93 MD en 1976 à 59 MD en 1977. La contraction du déficit du budget de l'Etat enregistrée en une année de « vaches maigres » conjuguée avec une croissance prodigieuse des dépenses revêt un aspect paradoxal. En fait, si paradoxe il y a, il tient à la méthode de calcul du déficit qui fait qu'un recours accru à l'endettement extérieur réduit le déficit.

TABLEAU VI
Les finances publiques
(en millions de Dinars)

	1976	1977	Variation en %
Recettes permanentes	434,4	522,3	+ 20,2
Emprunts intérieurs	48,2	76,2	+ 58,1
Recettes extérieures	36,9	108,5	+ 194,0
Dépenses courantes	363,5	448,0	+ 23,2
Dépenses d'équipement	249,0	318,2	+ 27,8
Déficit budgétaire	- 93,0	- 59,2	—

A) *Les dépenses publiques.*

C'est essentiellement au glissement des prix, mal reflété par l'indice des prix, qu'il faudra attribuer la progression de l'ordre de 25 % des dépenses. Cette augmentation des prix se trouve à la base de l'augmentation des salaires de la fonction publique, des transferts notamment au titre des logements sociaux et enfin de l'augmentation des dépenses de matériel (+ 19,1 %) malgré un effort d'austérité et de compression de cette catégorie de dépenses. Du côté des dépenses d'équipement, l'augmentation est imputable à l'effort fait par l'Etat pour maintenir l'investissement global (+ 29 %) et dans une moindre mesure à l'effort de soutien des grandes entreprises publiques (+ 33 %) et aux charges de la dette, notamment extérieur (+ 10 %).

B) *Les ressources publiques.*

L'augmentation des recettes permanentes s'explique essentiellement par le relèvement des barèmes et taux d'imposition et ce, aussi bien pour les impôts directs que les impôts indirects. A noter cependant que l'essentiel provient de l'imposition indirecte et principalement des impôts liés aux importations qui ont représenté en 1977 plus du quart des recettes ordinaires.

Pour les autres recettes, intéressante à relever est la progression vertigineuse des ressources d'emprunt : + 58,1 %, pour les emprunts intérieurs et un triplement des recettes extérieures d'emprunt. Les responsables de la politique économique tunisienne ont choisi de s'endetter davantage pour développer le pays. L'originalité consiste, à partir de 1977, à recourir au marché financier international sous la forme de crédits bancaires.

La situation budgétaire de la Tunisie s'est aggravée en 1977. Le déficit budgétaire global déjà important (% du PNB) l'aurait été beaucoup plus sans le recours au crédit bancaire international et le report pour 1978 d'un volume accru de dépenses...

2°) LA SITUATION MONÉTAIRE.

La masse monétaire au sens large (incluant la monnaie et les disponibilités quasi-monétaires) a évolué en 1977 à un rythme supérieur à celui du PIB aux prix du marché (13,4 % contre 11,4 %) mais inférieur cependant au taux moyen enregistré jusqu'en 1975. Parallèlement à cette augmentation, la structure de la masse monétaire confirme le mouvement, observé déjà en 1976, et qui concernait le raffermissement de la monnaie fiduciaire : 36,5 % des disponibilités monétaires en 1977 contre 34,3 % en 1975. Cette évolution s'est faite pour une bonne part au détriment des dépôts, c'est-à-dire de la monnaie scripturale.

Durant toute la première moitié de l'année 1977, les banques ont eu à faire face à des retraits massifs de la part de leurs déposants. Ces retraits massifs conjugués avec des sorties non moins massives de devises, ont été à l'origine du resserrement de la liquidité des banques, resserrement qui a entraîné une flambée des taux de l'intérêt sur le marché monétaire et une révision du taux des réserves obligatoires.

L'expansion de la masse monétaire s'explique essentiellement par une progression du crédit intérieur octroyé à l'Etat (+ 16 %) et à l'économie (+ 14 %) dont la part, croissante, représente plus des neuf dixième (92,4 %) de l'ensemble des contreparties. Intéressante à relever est la création monétaire engendrée par le volume croissant des crédits au trésor public. Les créances nettes sur l'Etat ont en effet plus que doublé en l'espace de deux années : de 69,5 MD à la fin de 1975 à 144,5 MD à la fin de 1977 prenant ainsi, en partie, la relève de la diminution des avoirs extérieurs. Cette évolution, dont l'effet déséquilibrant sur le plan monétaire est évident n'est pas due, pour l'essentiel, à des avances directes de l'institut d'émission au trésor; elle trouve son origine également dans une contribution accrue des banques commerciales sous la forme d'achats de bons d'équipement, la création monétaire au profit de l'Etat se faisant ainsi sous la forme de réescompte de ces bons.

V. — LES RELATIONS AVEC L'EXTERIEUR

1°) LE COMMERCE EXTÉRIEUR.

Le déficit des échanges extérieurs de marchandises s'est aggravé en 1977 de + 21,7 % et le taux de couverture des importations par les exportations — le plus bas enregistré depuis 1966 — s'est abaissé à 50 %. Cette aggravation s'explique par les mauvaises performances du secteur agricole mais aussi par la persistance à un niveau déprimé des cours des matières premières et autres produits exportés par la Tunisie ainsi que par la résurgence d'un protectionnisme primaire en Europe dû à la prolongation de la crise mondiale. Par ailleurs, les paiements d'importation n'ont cessé de croître en raison surtout de la hausse des prix et de l'augmentation du volume des biens importés.

TABLEAU VII

La disponibilité monétaire et leurs contre-parties

Disponibilités monétaires (Décembre 1977)			Contrepartie des disponibilités monétaires (Décembre 1977)		
	MD	1977/76		MD	1977/76
Monnaie judiciaire	213,6	+ 15,5 %	Avoirs extérieurs nets	102,1	— 22,2 %
Dépôts à vue	362,1	+ 10,1 %			
Disponibilités quasi-monétaires	300,0	+ 16,2 %	Créances nettes sur l'Etat	144,7	+ 16,0 %
Disponibilités monétaires et quasi-monétaires	876,0	+ 13,4 %	Crédits à l'économie	870,9	+ 14,1 %
Ressources spéciales	241,7	—			
Ressources	117,7	+ 9,6 %	Contreparties	117,7	+ 9,6 %

TABLEAU VIII
Evolution générale du commerce extérieur
 (en millions de Dinars)

	1976	1977	Variation en %
Importations de biens (CAF)	656,7	782,4	+ 19,1 %
Exportations de biens (FOB)	338,3	394,9	+ 16,7 %
Déficit	318,4	387,5	+ 21,7 %
Taux de couverture %	51,5	50,5	

A) *Les exportations.*

L'essentiel des exportations tunisiennes continue à provenir de la vente de quelques grands produits : Pétrole brut, Phosphates naturels, Huile d'olive etc... En 1977, ces exportations ont souffert de la faiblesse de la demande extérieure (cas des phosphates et dérivés), des mesures de limitations quantitatives prises par les pays du marché commun — les principaux clients et fournisseurs de la Tunisie — (cas des produits du textile) et enfin de la défaillance de l'offre locale pour les produits agricoles.

TABLEAU IX
Structure des exportations tunisiennes

Produits ou groupe de produits	Part relative (%)	Valeurs en MD		Variation en % 1977/1976
		1976	1977	
Pétrole Brut	40,8	138,5	161,0	+ 16,2 %
Phosphates et dérivés	17,5	60,5	69,3	+ 14,5 %
Produits textiles	11,1	36,2	44,0	+ 21,5 %
Produits agricoles	18,6	69,3	73,6	+ 6,2 %
Autres	12,0	33,8	47,0	+ 39,1 %
Total	100,0	338,3	394,9	+ 16,7 %

B) *Les importations.*

Les industries tunisiennes qui se sont développées au cours des dernières années sont grandes consommatrices de produits et demi-produits importés. Il ne s'agit pas, uniquement, des industries liées exclusivement à l'exportation qui ont engendré une amplification quelque peu factice des quantités tant importées qu'exportées; il s'agit également du développement d'une industrie concernée par le marché local et qui est une industrie de transformation, simple, grande consommatrice de produits importés.

Outre le développement de ce groupe d'importations liées à l'industrialisation (70 % du total des importations), il y a lieu de mentionner

également le développement rapide des importations de biens alimentaires (+ 14,6 %) et surtout des produits finis pour la consommation : + 31 % en 1977 contre + 18,5 % en 1976.

TABLEAU X
Structure des importations tunisiennes

	Part relative (%)	Valeurs en MD		Variation 1977/1976
		1976	1977	
Matières premières, semi-produits et biens d'équipements	70,7	471,9	553,4	+ 17,3 %
Produits alimentaires et de consommation	29,3	184,8	229,0	+ 23,9 %
Total	100,0	656,7	782,4	+ 191 %

L'ensemble des importations ajouté à l'ensemble des exportations représente plus de la moitié (56,4 %) du produit national brut. Ce rapport qui était de l'ordre de 40 % au début de la décennie témoigne de l'importance croissante du secteur extérieur dans l'économie tunisienne et montre à quel point la Tunisie est tributaire des clients et fournisseurs étrangers. Il montre également la faiblesse de la propension de l'économie à utiliser et à revaloriser ses ressources primaires propres et à produire des biens secondaires.

Au niveau de l'orientation du commerce extérieur, aucune mutation structurelle sensible n'est à signaler. Les échanges, dans les deux sens, concernent toujours l'Europe occidentale pour plus des trois quarts et principalement la France qui reste, et de très loin, le premier fournisseur (32,1 %) et client (17,8 %) de la Tunisie.

2°) LA BALANCE DES PAIEMENTS.

La balance générale des paiements s'est soldée en 1977, et pour sa troisième année consécutive, par un déficit qui s'est élevé à 30 millions de Dinars.

L'aggravation du déficit par rapport à 1976 est due essentiellement au déficit commercial record ci-dessus analysé. Bien que les recettes nettes au titre des services et transferts aient progressé, malgré une mauvaise conjoncture dans le tourisme, le solde des opérations courantes s'est aggravé de plus de 40 % entre 1976 et 1977. Ce déficit a été financé pour l'essentiel par des ressources provenant des entrées nettes de capitaux, surtout des emprunts privés à moyen et à long terme. Les prêts d'origine publique qui représentaient naguère l'essentiel des entrées de capitaux ont diminué en 1977, cédant la place à des prêts privés provenant du marché international

des capitaux. Les réserves de change enfin, ont été amputées de 30 millions de dinar, laissant un niveau de réserves représentant l'équivalent d'à peine 3 mois d'importations.

TABLEAU XI
La balance des paiements (en MD)

	1976	1977
Solde des échanges de biens	— 266,7	— 348,4
Solde des échanges de services	+ 56,9	+ 66,2
Solde des transferts courants	+ 47,1	+ 54,8
Solde des opérations courantes	— 162,7	— 227,4
Entrées nettes de capitaux		
à long terme	+ 167,7	+ 210,7
à court terme	— 23,7	— 13,5
Total	+ 144,0	+ 197,2
Variation des réserves de change	— 18,7	— 30,2

VI. — LES COMPTES DE LA NATION

En dinars constants, c'est-à-dire en éliminant l'influence des prix et en s'en tenant uniquement aux variations réelles, l'équilibre des opérations sur biens et services s'établit comme indiqué dans le tableau XII pour l'année 1977.

Toutes les prévisions faites pour l'année 1977, qui était prévue pourtant comme une « mauvaise année », ont été contrariées par les faits : production, investissement et exportations moins importantes que prévus, cependant que consommation et importations continuent à crever régulièrement les plafonds, pourtant élevés, qui leur sont fixés.

La progression des ressources, due essentiellement aux importations, a profité presque exclusivement à la consommation tant privée que publique. Cette croissance de la consommation dans le total des emplois s'est faite au détriment des exportations et dans une moindre mesure de l'investissement. Intéressant à relever également est le comportement de la consommation qui semble manifester, en période de mauvaise conjoncture, une rigidité à la baisse beaucoup plus importante que l'investissement et l'exportation. Ainsi apparaît une des limites de la politique économique suivie par la Tunisie depuis le début des années 70. Ne pouvant mettre en œuvre les ressources nationales nécessaires (notamment, limiter la consommation) pour la réalisation des objectifs de croissance accélérée qu'elle s'est assignés, elle se trouve réduite à recourir à l'endettement extérieur pour réaliser le développement économique.

TABLEAU XII
Ressources et emplois des opérations sur biens et services

	1977			1978	
	en MD(1)	1977/76(2)	prévu(2) initialement	en MD(1)	1978/77(2)
PIB (a)	1 478,0	+ 4,1 %	+ 6,0 %	1 626,0	+ 10,0 %
Importations	480,7	+ 10,2 %	+ 6,6 %	514,4	+ 7,0 %
Total ressources	1 958,7	+ 5,5 %	+ 6,1 %	2 140,4	+ 9,2 %
Consommation	1 259,7	+ 7,3 %	+ 5,7 %	1 365,5	+ 8,4 %
— privée	1 007,7	+ 6,0 %	+ 5,8 %	1 088,0	+ 8,0 %
— publique	252,0	+ 12,5 %	+ 5,4 %	277,5	+ 10,1 %
F B C (b)	382,0	+ 0,8 %	+ 5,8 %	431,0	+ 12,8 %
Exportations	317,0	+ 4,8 %	+ 7,9 %	343,9	+ 8,5 %

(a) Produit intérieur brut au prix du marché.

(b) Investissement + variation des stocks.

(1) En Millions de Dinars constants de 1972.

(2) Variations réelles.

Les prévisions pour 1978 et qui prévoient un taux de croissance de la consommation de l'ordre de 10,1 % (à ce rythme la consommation double en moins de sept ans) seront très probablement dépassées. Il reste que l'objectif de progression de la production (+ 10 %) semble élevé eu égard surtout aux résultats du premier semestre. Quant au déséquilibre extérieur il risque, dans la meilleure des hypothèses, de se maintenir au niveau alarmant des années 1976-1977. Notons à cet égard que le taux de couverture des importations par les exportations pendant le premier trimestre 1978 s'est établi à 45,2 % contre 50,4 % au premier trimestre 1977 et 46,3 % pour le premier trimestre de l'année 1976. L'effort d'investissement enfin, dont il est prévu qu'il sera réalisé à plus de 70 % par le secteur public, risque d'aggraver le déficit des finances publiques et en l'absence de ressources étrangères suffisantes risque d'accroître les tensions sur les prix.

Hachemi ALAYA *

* Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences politiques et économiques de Tunis.